

L'ALLEMAGNE, LA FRANCE ET LA SOCIÉTÉ CIVILE RUSSE

Christian von Behr, Aline Brachet

Les résultats des élections législatives russes de décembre 2007 ne laissent aucun doute. Élu avec un taux de participation record, le parti de Vladimir Poutine, Russie unie, bénéficie d'un large appui pour son mandat. Pourtant, au sein de l'Union européenne (UE), le déroulement des élections suscite un certain malaise et vient renforcer les craintes de ceux qui n'hésitaient pas à critiquer les autorités russes. L'année 2008 apparaît décisive pour la démocratie russe avec l'élection présidentielle du mois de mars. Il s'agit, pour les États membres de l'UE, de développer une véritable politique commune envers la Russie et, pour les deux puissances que sont la France et l'Allemagne, d'asseoir leur relation bilatérale avec ce pays. La relation avec Moscou est en effet depuis quelques années au centre de nombreux questionnements car, si la Russie montre des signes extérieurs de démocratie – élections libres, système multipartite –, elle reste très loin du modèle de démocratie à l'occidentale.

Il existe, en termes de relations internationales, deux stratégies sur lesquelles peuvent s'appuyer les pays européens et qui reposent toutes deux sur des théories anciennes. La première, appelée « politique d'endiguement » (de l'anglais *containment*), a été développée par George Kennan au début de la guerre froide afin de circonscrire l'influence soviétique dans le monde. Dans cette perspective, il s'agirait alors, pour les pays de l'UE de renforcer leurs liens réciproques et de réduire au strict minimum leur relation avec Moscou – voire d'isoler la Russie. On peut cependant objecter qu'une telle stratégie serait difficile à mettre en place à l'heure actuelle, en raison notamment de l'interdépendance dans le domaine de l'énergie.

Pour cette raison, l'Allemagne s'est engagée dans une seconde voie, qui, à l'opposé, s'appuie sur une intensification des relations et de l'interdépendance. Cette politique dite du rapprochement par l'interpénétration (*Annäherung durch Verflechtung*), développée par le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, fait référence à la devise de l'Ostpolitik de Willy Brandt, le « changement par le rapprochement » (*Wandel durch Annäherung*). Elle ne repose pas seulement sur une interpénétration dans le domaine économique ou énergétique, mais aussi sur un travail commun dans les « quatre espaces » définis par l'UE et la Russie : économie ; sécurité, liberté et droit ; sécurité extérieure ; enfin science, formation et culture. Il convient donc, compte tenu de l'importance de la question de la démocratie, de ne pas négliger la coopération au niveau de la société civile.

*Christian von Behr est journaliste pour ARTE et le Rundfunk Berlin-Brandenburg,
Aline Brachet est étudiante en journalisme au CELSA (Université Paris IV-Sorbonne).*

L'existence et la vigueur des sociétés civiles sont un des critères centraux du modèle de démocratie à l'occidentale. On entend ici par société civile l'ensemble du domaine social autonome par rapport à l'État et qui se distingue de la classe politique, soit, pour ne citer que quelques exemples, les syndicats, les organisations non gouvernementales (ONG) ou bien les associations caritatives. Le bon fonctionnement de ces organisations assure ainsi à l'ensemble de la société le respect de valeurs telles la liberté d'expression et l'indépendance de l'opinion publique, notamment lors d'une élection. Or, le modèle de « démocratie à la russe » qui prévaut au Kremlin s'éloigne considérablement de ce modèle occidental et est porteur de nombreuses contradictions. Vladimir Poutine s'affiche sur la scène politique comme le restaurateur de l'autorité et des institutions, tout en posant de nombreuses limites à la démocratie et en refusant l'émergence des sociétés civiles.

L'Allemagne entretient des relations bilatérales étroites avec la Russie du point de vue tant des instances officielles que des membres de la société civile. Le dialogue de Saint-Pétersbourg, lancé en 2001 entre les deux pays, se veut ainsi un forum annuel de discussion entre représentants de fondations, d'associations ou de syndicats. Les relations sont également nombreuses à des échelons plus bas, comme on le voit par exemple avec les jumelages entre villes ou les contacts entre associations, mis en avant par le site Russlandpartner.de. Cette ligne politique suivie par l'Allemagne répond ainsi à l'idée qu'il est possible de provoquer un transfert de valeurs discret entre le modèle de démocratie à l'occidentale et le modèle russe, grâce à une coopération étroite qui dépasse le cadre gouvernemental.

Le modèle allemand de coopération avec la Russie n'a pas d'équivalent en France. La politique russe de la France se limite surtout aux sphères politique et économique, aux grandes rencontres comme le G8 d'Heiligendamm et à la signature d'accords énergétiques entre Total et Gazprom (juillet 2007), même si elle connaît une nouvelle orientation depuis l'élection de Nicolas Sarkozy qui semble vouloir tourner la page du « bilatéral » et de la « relation privilégiée avec Moscou ». Il semble que Paris et Moscou aient perdu une part d'intérêt au maintien de relations bilatérales et que les rencontres se bornent à la mise en place de microprojets. Le tissu des relations franco-russes à l'échelle de la société civile est lui aussi très restreint et peu structurant, à l'exception de quelques jumelages entre communes des deux pays (on en compte 38) et quelques associations comme le Dialogue franco-russe. Il peut s'expliquer par une certaine méconnaissance de part et d'autre, un relatif éloignement des deux pays dans l'imaginaire collectif et le déclin de l'enseignement de l'autre langue. En l'absence de véritables structures et de solides relations, le modèle du dialogue de Saint-Pétersbourg semble difficilement transposable à la France.

La relation France-Russie tout comme la relation de l'UE à la Russie ne peuvent se passer d'une véritable définition des valeurs communes et d'une coopération étroite en matière de société civile. Il manque cependant à l'Union une véritable politique russe, jusque-là impossible en raison de la force des relations bilatérales et des nombreuses divergences entre les 27 membres. L'Allemagne apparaît comme le moteur des relations de l'UE avec la Russie, notamment au niveau de la société civile. Si elle donne l'impulsion en la matière, elle défend aussi ses propres intérêts. On peut cependant noter une inflexion de la politique russe de l'Allemagne vers une critique plus ouverte du gouvernement Poutine depuis l'entrée en fonction d'Angela Merkel en 2005. Il n'est pas rare que la chancelière ou le ministre des Affaires étrangères rencontrent des membres de la société civile, comme des ONG, lors de leurs déplacements en Russie. La position allemande influence quelque peu les débuts du mandat de Nicolas Sarkozy, qui entend mettre fin à la complaisance des années Chirac.

Un des enjeux actuels de la relation française et européenne à Moscou repose sur une question de crédibilité face à certaines dérives de la « spécificité russe ». Or le discours occidental bien-pensant sur le rôle des ONG russes est aujourd'hui dépassé voire contre-productif. Une des priorités pour la France est de compléter le modèle allemand et de définir une véritable politique de coopération avec la Russie, avant tout dans le domaine des sociétés civiles. Mettre en place des cursus bilatéraux, former des journalistes, renforcer l'enseignement du russe en France et du français en Russie sont autant de « voies à la française » pour avancer dans ce domaine. Quant au couple franco-allemand, traversé par une crise, il doit venir s'articuler sur la relation de l'UE à la Russie. En effet, l'axe Paris-Berlin-Moscou du trio Chirac-Schröder-Poutine a montré ses limites. L'heure est à une ouverture du dialogue vers d'autres pays européens comme le Royaume-Uni afin de progresser dans la voie de la coopération et de renforcer la société civile russe.